

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Paroisse de Saint-Étienne-des-Grès | 51090 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Vallée, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Paroisse de Saint-Étienne-des-Grès pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 2 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès (ci-après la « municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Au 31 décembre 2024, la municipalité a conclu, à la suite de son analyse, qu'aucun passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations n'avait à être comptabilisé. Cependant, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne l'exhaustivité des obligations devant être recensées et les informations fournies sur ces obligations, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers terminés le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

CPA auditeur, permis de comptabilité publique, A122600
1610, rue Bellefeuille bureau 400, Trois-Rivières, QC G9A 6H7
Trois-Rivières, le 2 juin 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	5 679 475	5 837 830	5 383 315
Compensations tenant lieu de taxes	2	112 088	107 121	109 872
Quotes-parts	3			
Transferts	4	603 039	1 603 315	1 941 259
Services rendus	5	327 259	401 220	348 364
Imposition de droits	6	241 404	328 000	253 958
Amendes et pénalités	7	12 500	26 378	21 721
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	115 931	191 696	217 548
Autres revenus	10	25 000	87 692	247 562
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 116 696	8 583 252	8 523 599
Charges				
Administration générale	14	1 044 436	1 147 000	1 036 425
Sécurité publique	15	963 552	1 011 182	1 003 986
Transport	16	1 472 292	1 852 125	1 979 341
Hygiène du milieu	17	1 724 982	2 022 573	1 879 005
Santé et bien-être	18	3 500	2 065	4 002
Aménagement, urbanisme et développement	19	286 962	258 548	221 783
Loisirs et culture	20	771 210	1 000 749	873 907
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 291 933	305 558	288 272
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 558 867	7 599 800	7 286 721
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(442 171)	983 452	1 236 878
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		19 449 684	18 212 806
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		19 449 684	18 212 806
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		20 433 136	19 449 684

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 968 881	3 220 424
Débiteurs (note 5)	2	4 611 120	4 023 427
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 490	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	7 584 491	7 243 851
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 034 008	1 646 308
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	675 284	892 190
Revenus reportés (note 11)	12	1 424 380	1 270 163
Dette à long terme (note 12)	13	9 524 795	9 575 855
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	12 658 467	13 384 516
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 073 976)	(6 140 665)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	25 379 464	25 470 094
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	22 216	22 216
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	105 432	98 039
	23	25 507 112	25 590 349
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	20 433 136	19 449 684
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	20 433 136	19 449 684
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	20 433 136	19 449 684

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(442 171)	983 452	1 236 878
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	822 600)(	1 105 992)(	2 552 020)
Produit de cession	3		323	6 661
Amortissement	4		1 196 622	1 154 188
(Gain) perte sur cession	5		(323)	2 852
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(822 600)	90 630	(1 388 319)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(7 393)	(9 444)
	13		(7 393)	(9 444)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 264 771)	1 066 689	(160 885)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(6 140 665)	(5 979 780)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(6 140 665)	(5 979 780)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(5 073 976)	(6 140 665)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	983 452	1 236 878
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 196 622	1 154 188
Autres			
▪ Perte (Gain) sur cession	3.1	(323)	2 852
▪ Élément hors caisse	3.2		
	4	2 179 751	2 393 918
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(587 693)	(1 255 595)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(216 906)	(35 057)
Revenus reportés	8	154 217	41 757
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(7 393)	(9 444)
	13	1 521 976	1 135 579
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	1 105 992) (	2 539 055)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	323	6 661
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 105 669)	(2 532 394)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	4 490) ()
Cession	22		
	23	(4 490)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	730 964	4 805 008
Remboursement de la dette à long terme	25 (	810 295) (	2 918 301)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(612 300)	(241 260)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	28 271	(37 896)
Autres			
▪	28.1		
	29	(663 360)	1 607 551
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(251 543)	210 736
Solde déjà établi	31	3 220 424	3 009 688
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	3 220 424	3 009 688
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 968 881	3 220 424

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès (ci-après la « municipalité ») est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité participe au partenariat suivant dans la proportion indiquée :

- Régie des services de sécurité incendies regroupés de la MRC de Maskinongé (ci-après la « Régie ») : 28,31 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 %
Améliorations locatives	6,67 %
Véhicules	5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	2,5 % à 10 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme:

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2024, la municipalité a adopté les recommandations du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la municipalité qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences auraient dû être adoptées par la municipalité pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2022 mais la municipalité n'avait pas adopté ces nouvelles exigences à cette date. La municipalité a fait le choix, au 31 décembre 2024, d'une application rétroactive modifiée pour l'adoption de ces nouvelles exigences.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

Revenus

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	254 398	613 390
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	2 714 483	2 607 034
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 968 881	3 220 424
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 968 881	3 220 424
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 931 230	1 798 950
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	169 800	2 306 000

Note

Le placements à court terme porte intérêt au taux préférentiel moins 2,70% (2,75% ; taux préférentiel moins 2,70% (4,5%) au 31 décembre 2023) et est rachetable en tout temps.

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à l'excédent de fonctionnement affecté, aux fonds réservés, aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés et aux revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	161 496	189 072
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 317 831	2 372 551
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 583 408	1 155 400
Organismes municipaux	13	236 559	154 163
Autres			
▪ Droits carrières et sablières	14.1	105 312	45 769
▪ Autres	14.2	206 514	106 472
	15	4 611 120	4 023 427
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 988 087	1 528 748
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	95 419	
Autres tiers	19		
	20	2 083 506	1 528 748
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	834 973	630 348
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		172 391
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 276 850	1 406 695
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	206 008	163 117
	27	2 317 831	2 372 551

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 3,72 % à 4,15 % (3,72 % à 4,15 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	4 490	
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	4 490	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 235 506 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,2 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes et d'investissement de la municipalité.

Le partenariat bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 150 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,5 %, soit 5,95 % et renouvelable annuellement.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	342 083	304 118
Salaires et avantages sociaux	44	241 600	208 775
Dépôts et retenues de garantie	45	31 287	273 860
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	60 314	60 921
▪ Organismes municipaux	47.2		44 516
	48	675 284	892 190

Note

Les fournisseurs ainsi que les dépôts et retenues de garantie incluent une somme de 36 397 \$ (195 992 \$ au 31 décembre 2023) relativement à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	13 629	24 240
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	1 255 943	1 088 306
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	34 521	37 330
▪ Gain reporté transfert d'immobilisations	62.2	120 287	120 287
	63	1 424 380	1 270 163

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,85	4,00	2025	2029	64	9 444 646	9 621 953
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux	1,15	6,79	2025	2028	67	130 967	50 844
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	1,99	1,99	2030	2030	69	17 853	
					70	9 593 466	9 672 797
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(68 671)	(96 942)
					72	9 524 795	9 575 855

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73	1 389 757		110 884	1 500 641
2026	74	3 314 441		18 533	3 332 974
2027	75	837 459		6 789	844 248
2028	76	3 341 289		6 964	3 348 253
2029	77	561 700		3 205	564 905
2030 et plus	78			2 445	2 445
	79	9 444 646		148 820	9 593 466
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	()
	81	9 444 646		148 820	9 593 466

Note

Les versements estimatifs de la Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

Les versements estimatifs du partenariat incluent les projections de refinancement.

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	6 025
Autres régimes (REER et autres)	88	82 327
Régimes de retraite des élus municipaux	89	10 206
	90	98 558
		6 416
		76 274
		10 650
		93 340

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	16 796 167	286 333		17 082 500
Autres					
▪ Autres	104.1	12 513 448	2 579 783		15 093 231
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	4 518 332			4 518 332
Améliorations locatives	107	384 988			384 988
Véhicules	108	2 476 549	22 688		2 499 237
Ameublement et équipement de bureau	109	394 369	251		394 620
Machinerie, outillage et équipement divers	110	854 995	7 512		862 507
Terrains	111	587 359			587 359
Autres	112	15 870			15 870
	113	38 542 077	2 896 567		41 438 644
Immobilisations en cours	114	1 897 666	(1 790 575)		107 091
	115	40 439 743	1 105 992		41 545 735
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	5 826 853	449 491		6 276 344
Autres					
▪ Autres	119.1	5 333 297	361 723		5 695 020
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 702 061	113 765		1 815 826
Améliorations locatives	122	224 383	25 666		250 049
Véhicules	123	1 045 717	151 121		1 196 838
Ameublement et équipement de bureau	124	324 873	18 666		343 539
Machinerie, outillage et équipement divers	125	496 969	76 003		572 972
Autres	126	15 496	187		15 683
	127	14 969 649	1 196 622		16 166 271
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	25 470 094			25 379 464
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129		1 196 622		1 196 622
Amortissement cumulé	130	()	(1 196 622)	()	(1 196 622)
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	22 216	22 216
	135	22 216	22 216
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	22 216	22 216

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	105 432	98 039
Autres			
▪	144.1		
	145	105 432	98 039

Note**19. Obligations contractuelles****Office municipal d'habitation de la municipalité**

L'Office municipal d'habitation de Saint-Étienne-des-Grès, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit pour l'ensemble immobilier se situant sur son territoire.

20. Droits contractuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Maskinongé. Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élevait à 967 566 \$ (le montant au 31 décembre 2024 n'est pas encore connu).

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par le partenariat, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Politique de gestion des risques

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2024 et 2023. Toutefois, les actifs financiers en souffrance non dépréciés au 31 décembre se détaillent comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	463 756	399 062
Entre un an et deux ans	26 178	29 082
Entre deux et trois ans	13 663	10 039
Total	503 597	438 183

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	675 284			
Emprunts temporaires	1 034 008			
Dettes à long terme	1 703 400	4 562 307	4 023 863	2 446
Total	3 412 692	4 562 307	4 023 863	2 446

27. Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 305 886 \$ (254 641 \$ au 31 décembre 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 185 854 \$ (212 198 \$ au 31 décembre 2023).

28. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 340 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Ventilation de l'amortissement		Organismes contrôlés et partenariats
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	5 383 315		5 679 475		5 837 830		5 837 830
Compensations tenant lieu de taxes	2	109 872		112 088		107 121		107 121
Quotes-parts	3						397 855	
Transferts	4	504 512		603 039		681 500		681 500
Services rendus	5	336 043		321 661		383 533	17 687	401 220
Imposition de droits	6	253 958		241 404		328 000		328 000
Amendes et pénalités	7	21 721		12 500		26 378		26 378
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	217 515		115 931		191 690	6	191 696
Autres revenus	10	74 145		25 000		19 363	1 319	20 682
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	6 901 081		7 111 098		7 575 415	416 867	7 594 427
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	1 436 747				921 815		921 815
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17	14 665				29 895		29 895
Autres	18	158 561				37 115		37 115
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19							
Effet net des opérations de restructuration	20							
	21	1 609 973				988 825		988 825
	22	8 511 054		7 111 098		8 564 240	416 867	8 583 252
Charges								
Administration générale	23	995 079		1 044 436		1 103 835	43 165	1 147 000
Sécurité publique	24	949 229		994 857		988 339	18 215	1 011 182
Transport	25	1 386 008		1 472 292		1 258 687	593 438	1 852 125
Hygiène du milieu	26	1 599 410		1 724 982		1 714 935	307 638	2 022 573
Santé et bien-être	27	4 002		3 500		2 065		2 065
Aménagement, urbanisme et développement	28	221 783		286 962		258 548		258 548
Loisirs et culture	29	735 650		771 210		850 350	150 399	1 000 749
Réseau d'électricité	30							
Frais de financement	31	282 029		290 113		294 499	11 059	305 558
Effet net des opérations de restructuration	32							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 070 746		991 243		1 112 855	(1 112 855)	
	34	7 243 936		7 579 595		7 584 113	413 542	7 599 800
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 267 118		(468 497)		980 127	3 325	983 452

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 267 118	(468 497)	980 127	3 325	983 452
Moins : revenus d'investissement	2	(1 609 973)	()	(988 825)	()	(988 825)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(342 855)	(468 497)	(8 698)	3 325	(5 373)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 070 746	991 243	1 112 855	83 767	1 196 622
Produit de cession	5	1 848			323	323
(Gain) perte sur cession	6	(1 393)			(323)	(323)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 071 201	991 243	1 112 855	83 767	1 196 622
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(573 421)	(625 539)	(625 539)	(27 135)	(652 674)
	18	(573 421)	(625 539)	(625 539)	(27 135)	(652 674)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(9 241)	(18 714)	(101 364)	(1 512)	(102 876)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	160 312	132 003	65 091		65 091
Excédent de fonctionnement affecté	21	210 648	49 800	185 306		185 306
Réserves financières et fonds réservés	22	(52 034)	(60 296)	(60 425)		(60 425)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	309 685	102 793	88 608	(1 512)	87 096
	26	807 465	468 497	575 924	55 120	631 044
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	464 610		567 226	58 445	625 671

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 609 973	988 825	988 825
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	2 205)(	36 383)(	36 383)
Sécurité publique	3 (	)	25 944)(	25 944)
Transport	4 (	631 317)(	29 895)(	29 895)
Hygiène du milieu	5 (	1 823 939)(	774 960)(	774 960)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	16 537)(	238 810)(	238 810)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	2 473 998)(	1 080 048)(	25 944)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 046 501	18 584	18 584
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	9 241	101 364	1 512
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	375 903	(26 759)	6 814
Excédent de fonctionnement affecté	17	17 162		(19 945)
Réserves financières et fonds réservés	18	24 964	16 617	16 617
	19	427 270	91 222	8 326
	20	(1 000 227)	(988 826)	966
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	609 746	(1)	966

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 186 919	2 880 469	88 412	2 968 881
Débiteurs (note 5)	2	4 150 631	4 634 682	14 119	4 611 120
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	311 444	311 444	4 490	4 490
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	7 648 994	7 826 595	107 021	7 584 491
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 646 308	1 034 008		1 034 008
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	862 775	637 455	37 829	675 284
Revenus reportés (note 11)	12	1 149 876	1 304 093		1 424 380
Dettes à long terme (note 12)	13	9 433 958	9 289 529	272 947	9 524 795
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	13 092 917	12 265 085	310 776	12 658 467
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 443 923)	(4 438 490)	(203 755)	(5 073 976)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	25 013 142	24 980 333	446 632	25 379 464
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	22 216	22 216		22 216
Stocks de fournitures	20				
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	89 680	97 188	8 244	105 432
	23	25 125 038	25 099 737	454 876	25 507 112
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 540 522	1 949 859	71 984	2 021 843
Excédent de fonctionnement affecté	25	391 007	300 703		300 703
Réserves financières et fonds réservés	26	265 336	333 703	4 490	338 193
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	)	)	)	(120 287)
Financement des investissements en cours	28			964	964
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	17 484 250	18 076 982	173 683	17 891 720
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	19 681 115	20 661 247	251 121	20 433 136
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 588 429	1 491 651	1 688 348	1 596 262
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	369 936	346 360	376 137	344 812
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 091 429	3 127 589	3 219 831	3 152 737
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	283 021	287 035	297 815	280 094
D'autres organismes municipaux	10				7 927
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 092	7 464	7 464	
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13			279	251
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 246 045	1 211 159	813 304	746 629
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	991 243	1 112 855	1 196 622	1 154 187
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres - mauvaises créances	21.1	2 400			3 822
	22	7 579 595	7 584 113	7 599 800	7 286 721

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 021 843	1 560 877
Excédent de fonctionnement affecté	2	300 703	391 007
Réserves financières et fonds réservés	3	338 193	269 826
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	120 287)(	120 287)
Financement des investissements en cours	5	964	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 891 720	17 348 261
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	20 433 136	19 449 684
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 949 859	1 540 522
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	71 984	20 355
	11	2 021 843	1 560 877
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ TECQ Provinciale	12.1	27 848	27 848
▪ Égoût	12.2	71 103	72 497
▪ Eau potable	12.3	84 248	47 458
▪ Achat de bacs bruns et autres	12.4	117 504	243 204
▪ Clôture parc Lavoie	12.5		
▪ Mise à niveau module de jeux	12.6		
	13	300 703	391 007
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	300 703	391 007

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	230 815
Organismes contrôlés et partenariats	22	170 390
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	11 759
Organismes contrôlés et partenariats	24	4 490
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	24 474
Autres		
▪ Parcs et terrains de jeux	30.1	66 655
	31	338 193
	32	269 826
	32	269 826

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪ Gain sur cession reporté Régie	43.1 (	120 287)(
	44 (	120 287)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	120 287)(
		120 287)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	964	
Investissements à financer	65 () ()	()	
	66	964	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	25 379 464	25 470 094
Propriétés destinées à la revente	68	22 216	22 216
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	25 401 680	25 492 310
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	25 401 680	25 492 310
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	9 524 795)(	9 575 855)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	68 671)(	96 942)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	2 083 506	1 528 748
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	7 509 960)(	8 144 049)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 () () (
	82 (	7 509 960)(	8 144 049)
	83	17 891 720	17 348 261

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()
Rendement espéré des actifs	85	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie offre un régime de retraite à cotisations déterminées aux employés permanents, au taux de 6,5 % du salaire brut. En vertu de ce régime, la Régie contribue un montant équivalent à celui de l'employé. Le montant de la contribution de l'employeur est comptabilisé aux dépenses de la Régie.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	6 025
	110	6 025
		6 416

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité contribue à un REER collectif pour ses employés réguliers à raison de 6,5 % du salaire régulier. L'employé doit verser une contribution égale à celle de l'employeur.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	82 327
Autres régimes	115	76 274
	116	82 327
		76 274

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6
		6

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes, qui sont administrés par Retraite Québec, sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des Normes comptables pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par lui pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cotisations des élus au RREM	118	3 029	3 160
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	10 206	10 650
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	10 206	10 650

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 325 715	3 325 715	3 134 391
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	455 137	455 137	380 238
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	45 789	45 789	47 133
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 826 641	3 826 641	3 561 762
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	220 743	220 743	204 632
Égout	13	115 932	115 932	121 576
Traitement des eaux usées	14	258 124	258 124	244 404
Matières résiduelles	15	1 152 502	1 152 502	994 105
Autres				
▪ Autres	16.1	18 745	18 745	15 644
Centres d'urgence 9-1-1	17	26 162	26 162	23 302
Service de la dette	18	218 981	218 981	217 890
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 011 189	2 011 189	1 821 553
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 011 189	2 011 189	1 821 553
	27	5 837 830	5 837 830	5 383 315

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	83	83	83
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	34 919	34 919	37 783
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	35 002	35 002	37 866
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	900	900	787
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	900	900	787
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	71 219	71 219	71 219
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	71 219	71 219	71 219
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	107 121	107 121	109 872

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	47				
Sécurité publique					
Police	48				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	49				
Autres	50				
Sécurité civile	51	1 600	1 600		1 600
Autres	52				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	53	150 229	150 229		142 246
Enlèvement de la neige	54	67 930	67 930		62 609
Autres	55				4 614
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	56				
Transport adapté	57				
Transport scolaire	58				
Autres	59				
Transport aérien	60				
Transport par eau	61	12 788	12 788		13 144
Autres	62				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63				
Réseau de distribution de l'eau potable	64	60 869	60 869		60 220
Traitement des eaux usées	65				
Réseaux d'égout	66				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	67	40 430	40 430		9 775
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	68				
Tri et conditionnement	69	55 006	55 006		89 162
Autres	70				
Autres	71				
Cours d'eau	72				
Protection de l'environnement	73				
Autres	74				121

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			35 734
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	34 276	34 276	12 308
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	423 128	423 128	431 533

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	159 381	159 381	90 455
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105	197 050	197 050	693 220
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107	394 919	394 919	653 072
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	116		
	Autres	117		
	Sécurité du revenu	118		
	Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	120		
	Rénovation urbaine	121		
	Promotion et développement économique	122		
	Autres	123		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	124	170 465	170 465
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	125		
	Autres	126		
	Réseau d'électricité	127		
		128	921 815	921 815
				1 436 747

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Données consolidées		
		Administration municipale	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	239 845	239 845	72 979
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138	18 527	18 527	
	139	258 372	258 372	72 979
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 603 315	1 603 315	1 941 259

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147		17 687	12 321
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150		17 687	12 321
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	10 984	10 984	8 314
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155	2 663	2 663	7 111
	156	13 647	13 647	15 425
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168	297 051	297 051	263 248
	169	297 051	297 051	263 248

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179	22 931	22 931	15 365	
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182	22 931	22 931	15 365	
Réseau d'électricité					
	183				
	184	333 629	351 316	306 359	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187	1 838	1 838	1 838	3 043
	188	1 838	1 838	1 838	3 043
Sécurité publique					
Police	189				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191				
Sécurité civile					
Autres	193				
	194				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195				
Enlèvement de la neige	196				
Autres	197				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198				
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202	10 625	10 625	10 625	8 489
	203	10 625	10 625	10 625	8 489
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
Réseau de distribution de l'eau potable	204				
Traitement des eaux usées	205				
Réseaux d'égout	206				
Réseaux d'égout					
Réseaux d'égout	207				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208				
Matières recyclables	209				
Autres	210				
Cours d'eau					
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement					
Protection de l'environnement	212				
Autres	213				
	214				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
	Habitation			
	Logement social	215		
	Autres	216		
	Sécurité du revenu	217		
	Autres	218		
		219		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	220		
	Rénovation urbaine	221		
	Promotion et développement économique	222		
	Autres	223		
		224		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	225	37 441	30 473
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	226		
	Autres	227		
		228	37 441	30 473
Réseau d'électricité				
		229		
		230	49 904	42 005
TOTAL DES SERVICES RENDUS				
		231	383 533	401 220
			49 904	348 364

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	18 625	18 625	40 238
Droits de mutation immobilière	233	216 590	216 590	121 899
Droits sur les carrières et sablières	234	92 785	92 785	91 821
Autres	235			
	236	328 000	328 000	253 958
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	26 378	26 378	21 721
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	191 690	191 696	217 548
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		323	(2 852)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	29 895	29 895	14 665
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	56 478	57 474	235 749
	250	86 373	87 692	247 562
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	155 701		155 701	153 568
Greffe et application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	842 339	43 165	885 504	769 453
Évaluation	4	44 826		44 826	42 958
Gestion du personnel	5	22 699		22 699	17 966
Autres					
▪ Autres	6.1	38 270		38 270	52 480
	7	1 103 835	43 165	1 147 000	1 036 425
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	535 914		535 914	516 173
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10		18 215	18 215	420 698
Sécurité civile	11	4 905		4 905	3 203
Autres	12	447 520		447 520	49 665
	13	988 339	18 215	1 006 554	1 003 986
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	876 399	584 113	1 460 512	1 511 912
Enlèvement de la neige	15	338 689		338 689	409 927
Éclairage des rues	16	21 578	9 225	30 803	30 731
Circulation et stationnement	17	7 645	100	7 745	14 133
Transport collectif					
Transport en commun	18	14 376		14 376	12 638
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	1 258 687	593 438	1 852 125	1 979 341

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24	306 207	204 247	510 454	367 709
Traitement des eaux usées	25	143 521	103 391	246 912	206 162
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	345 639		345 639	467 477
Élimination	28	111 566		111 566	135 640
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	551 052		551 052	447 401
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs					
Autres	34				
Plan de gestion					
Autres	36				
Cours d'eau	37	7 215		7 215	8 507
Protection de l'environnement	38	704		704	834
Autres	39	249 031		249 031	245 275
	40	1 714 935	307 638	2 022 573	1 879 005
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	2 065		2 065	4 002
Autres	42				
Sécurité du revenu					
Autres	44				
	45	2 065		2 065	4 002

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	238 326		238 326	192 157
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	20 222		20 222	29 626
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52				
	53	258 548		258 548	221 783
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	88 295	34 557	122 852	133 219
Patinoires intérieures et extérieures	55	50 602	1 176	51 778	45 258
Piscines, plages et ports de plaisance	56				
Parcs et terrains de jeux	57	615 714	102 898	718 612	603 490
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60	2 249		2 249	600
	61	756 860	138 631	895 491	782 567
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63	90 502	11 768	102 270	86 903
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66	2 988		2 988	4 437
	67	93 490	11 768	105 258	91 340
	68	850 350	150 399	1 000 749	873 907

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	292 011		292 011	302 791	286 642
Autres frais	71	2 488		2 488	2 488	1 379
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73				279	251
	74	294 499		294 499	305 558	288 272
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 112 855 (	1 112 855)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	307 902	307 902	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	375 679	375 679	10 461
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	121 275	121 275	1 807 193
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	270 685	270 685	88 105
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			72 071
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		22 689	459 510
Ameublement et équipement de bureau	18			1 348
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 507	7 762	113 332
Terrains	20			
Autres	21			
	22	1 080 048	1 105 992	2 552 020

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	307 902	307 902	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	375 679	375 679	10 461
Autres infrastructures	5	391 960	391 960	1 895 298
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	4 507	30 451	646 261
	12	1 080 048	1 105 992	2 552 020

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	4 490			4 490
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 969 002		216 900	1 752 102
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 170 557	18 585	435 774	5 753 368
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	8 144 049	18 585	652 674	7 509 960
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 528 748	612 300	152 961	1 988 087
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11		100 079	4 660	95 419
Autres tiers	12				
	13	1 528 748	712 379	157 621	2 083 506
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 528 748	712 379	157 621	2 083 506
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 528 748	712 379	157 621	2 083 506
	19	9 672 797	730 964	810 295	9 593 466
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	9 672 797	730 964	810 295	9 593 466

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	9 358 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	11 759
Débiteurs	8	1 988 087
Autres montants	9	95 419
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	7 262 935
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	266 087
Endettement net à long terme	14	7 529 022
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	7 529 022
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 529 022
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1			
	Évaluation	2	44 017	44 017	42 280
	Autres	3	97 683	97 683	102 362
Sécurité publique					
	Police	4			
	Sécurité incendie	5	398 239	384	4 938
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9	14 376	14 376	12 638
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11			
	Matières résiduelles	12	629 407	629 407	545 795
	Cours d'eau	13	7 215	7 215	8 507
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
Santé et bien-être					
	Habitation	16			
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18			
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	20 222	20 222	29 626
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22			
	Activités culturelles	23			483
Réseau d'électricité					
		24			
		25	1 211 159	813 304	746 629

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	972 509	2 426 417
Frais de financement	4	107 539	47 581
Autres	5		
	6	1 080 048	2 473 998

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	6,00	35,00	11 776,00	548 475	122 531	671 006
Professionnels	2						
Cols blancs	3	4,00	35,00	6 810,00	211 826	58 835	270 661
Cols bleus	4	12,00	40,00	20 895,00	623 142	148 318	771 460
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	22,00		39 481,00	1 383 443	329 684	1 713 127
Élus	9	7,00			108 208	16 676	124 884
	10	29,00			1 491 651	346 360	1 838 011

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	60 869	104 450	92 600		257 919
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		158 292	236 627		394 919
Autres	6	489 319	159 381		301 777	950 477
	7	550 188	422 123	329 227	301 777	1 603 315

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	23 194	24 640
	4	23 194	24 640
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	30 740	31 751
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	30 740	31 751
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	195 112	180 449
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	195 112	180 449
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	5 360	6 397
Réseau de distribution de l'eau potable	18	4 832	5 135
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	11 288	8 580
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	21 480	20 112
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	23 583	24 400
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	390	677
Autres	40		
	41	23 973	25 077
Réseau d'électricité			
	42		
	43	294 499	282 029

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux		
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	
Municipalité	1.1	Maire	22 882	11 441		
MRC Maskinongé	1.2	Maire			10 196	2 884
Énercycle	1.3	Maire			8 464	4 232
RSSIR de la MRC de Maskinongé	1.4	Maire			1 395	697
Conseiller #1	1.5	Conseiller	8 017	4 008		
Conseiller #2	1.6	Conseiller	8 017	4 008		
Conseiller #3	1.7	Conseiller	8 017	4 008		
Conseiller #4	1.8	Conseiller	8 017	4 008		
Conseiller #5	1.9	Conseiller	8 017	4 008		
Conseiller #6	1.10	Conseiller	8 017	4 008		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	340 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	260 422 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 52
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 53 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 54
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 55
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 56
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 57 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 58
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 59 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 60
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 61 _____ \$
- b) autres formes d'aide 62 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 105 229 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 6 745 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 41 581 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 185 588 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 233 914 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 233 914 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 2025-04-081

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-04-07

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 2020-07-160

b) Date d'adoption de la résolution 86 2020-07-06

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 637

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-21 11:19

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	6 901 081	7 111 098	7 575 415	416 867	7 594 427
Investissement	2	1 609 973		988 825		988 825
	3	8 511 054	7 111 098	8 564 240	416 867	8 583 252
Charges	4	7 243 936	7 579 595	7 584 113	413 542	7 599 800
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 267 118	(468 497)	980 127	3 325	983 452
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 609 973)(	)	988 825)(	)	988 825)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(342 855)	(468 497)	(8 698)	3 325	(5 373)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 070 746	991 243	1 112 855	83 767	1 196 622
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	573 421)(	625 539)(	625 539)(	27 135)(	652 674)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	9 241)(	18 714)(	101 364)(	1 512)(	102 876)
Excédent (déficit) accumulé	12	318 926	121 507	189 972		189 972
Autres éléments de conciliation	13	455				
	14	807 465	468 497	575 924	55 120	631 044
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	464 610		567 226	58 445	625 671

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 186 919	2 880 469	2 968 881
Débiteurs	2	4 150 631	4 634 682	4 611 120
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	311 444	311 444	4 490
Autres	5			
	6	7 648 994	7 826 595	7 584 491
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	1 646 308	1 034 008	1 034 008
Créditeurs et charges à payer	9	862 775	637 455	675 284
Revenus reportés	10	1 149 876	1 304 093	1 424 380
Dette à long terme	11	9 433 958	9 289 529	9 524 795
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	13 092 917	12 265 085	12 658 467
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(5 443 923)	(4 438 490)	(5 073 976)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	25 013 142	24 980 333	25 379 464
Autres	17	111 896	119 404	127 648
	18	25 125 038	25 099 737	25 507 112
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 540 522	1 949 859	2 021 843
Excédent de fonctionnement affecté	20	391 007	300 703	300 703
Réserves financières et fonds réservés	21	265 336	333 703	338 193
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	()	()	120 287
Financement des investissements en cours	23			964
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	17 484 250	18 076 982	17 891 720
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	19 681 115	20 661 247	20 433 136

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ TECQ Provinciale	1.1 27 848	27 848
▪ Égoût	1.2 71 103	72 497
▪ Eau potable	1.3 84 248	47 458
▪ Achat de bacs bruns et autres	1.4 117 504	243 204
▪ Clôture parc Lavoie	1.5	
▪ Mise à niveau module de jeux	1.6	
	2 300 703	391 007
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	
	4 300 703	391 007
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	5.1	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	7 230 815	170 390
Organismes contrôlés et partenariats	8	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	9 11 759	11 759
Organismes contrôlés et partenariats	10 4 490	4 490
Fonds local d'investissement	11	
Fonds local de solidarité	12	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13 24 474	16 316
Autres		
▪ Parcs et terrains de jeux	14.1 66 655	66 871
	15 338 193	269 826
	16 638 896	660 833

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	7 262 935
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	7 529 022

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 490	4 490
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	5 753 368	6 170 557
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 752 102	1 969 002
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 988 087	1 528 748
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	95 419	
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	9 593 466	9 672 797

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	5 383 315	5 679 475	5 837 830	5 837 830
Compensations tenant lieu de taxes	13	109 872	112 088	107 121	107 121
Quotes-parts	14				
Transferts	15	504 512	603 039	681 500	681 500
Services rendus	16	336 043	321 661	383 533	401 220
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	275 679	253 904	354 378	354 378
Autres	18	291 660	140 931	211 053	212 378
	19	6 901 081	7 111 098	7 575 415	7 594 427
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	1 436 747		921 815	921 815
Autres	23	173 226		67 010	67 010
	24	1 609 973		988 825	988 825
	25	8 511 054	7 111 098	8 564 240	8 583 252

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 103 835	43 165	1 147 000	1 147 000	1 036 425
Sécurité publique						
Police	2	535 914		535 914	535 914	516 173
Sécurité incendie	3		18 215	18 215	420 698	455 627
Autres	4	452 425		452 425	54 570	32 186
Transport						
Réseau routier	5	1 244 311	593 438	1 837 749	1 837 749	1 966 703
Transport collectif	6	14 376		14 376	14 376	12 638
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	449 728	307 638	757 366	757 366	573 871
Matières résiduelles	9	1 008 257		1 008 257	1 008 257	1 050 518
Autres	10	256 950		256 950	256 950	254 616
Santé et bien-être	11	2 065		2 065	2 065	4 002
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	238 326		238 326	238 326	192 157
Promotion et développement économique	13	20 222		20 222	20 222	29 626
Autres	14					
Loisirs et culture	15	850 350	150 399	1 000 749	1 000 749	873 907
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	294 499		294 499	305 558	288 272
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	6 471 258	1 112 855	7 584 113	7 599 800	7 286 721
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 112 855 (	1 112 855)			
	21	7 584 113		7 584 113	7 599 800	7 286 721

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 609 973	988 825		988 825
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 473 998)(	1 080 048)(	25 944)(	1 105 992)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 046 501		18 584	18 584
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	9 241	101 364	1 512	102 876
Excédent accumulé	6	418 029	(10 142)	6 814	(3 328)
	7	(1 000 227)	(988 826)	966	(987 860)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	609 746	(1)	966	965

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14